

## L'Afrique et la fin de la guerre froide : de la nécessité d'un « nouveau réalisme »

## Africa and the End of the Cold War : the Need for a "New Realism"

Winrich Kühne

Volume 22, numéro 2, 1991

Afrique : la déconnexion par défaut

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702840ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702840ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Kühne, W. (1991). L'Afrique et la fin de la guerre froide : de la nécessité d'un « nouveau réalisme ». *Études internationales*, 22(2), 287-306.

<https://doi.org/10.7202/702840ar>

Résumé de l'article

Superpower disinterest turns out to be the main feature of Africa's post cold war era. Although marxism-leninism and models of socialist orientation based thereupon have utterly failed, there is not much reason for capitalism to triumph either: the debate on the limits and risks of the market forces will continue as the example of South Africa shows. The eighties have turned out to be a lost decade for development in Africa and there will be no significant rise in outside development assistance in the coming years : expectations for a Marshall Plan for Africa and hopes concerning a "peace-dividend" because of disarmament in Europe should be discounted in the context of the exploding cost of European reconstruction. Africans can either react with despair or with a "New Realism", geared at solving their problems essentially by mobilising their own resources and creativity. Europe, for its part, would be ill-advised to judge its relations with Africa merely in terms of diminishing strategic and economic interests.

# L'Afrique et la fin de la guerre froide : De la nécessité d'un «nouveau réalisme»

Winrich KÜHNE\*

*ABSTRACT — Africa and the End of the Cold War: the Need for a "New Realism"*

*Superpower disinterest turns out to be the main feature of Africa's post cold war era. Although marxism-leninism and models of socialist orientation based thereupon have utterly failed, there is not much reason for capitalism to triumph either: the debate on the limits and risks of the market forces will continue as the example of South Africa shows. The eighties have turned out to be a lost decade for development in Africa and there will be no significant rise in outside development assistance in the coming years: expectations for a Marshall Plan for Africa and hopes concerning a "peace-dividend" because of disarmament in Europe should be discounted in the context of the exploding cost of European reconstruction. Africans can either react with despair or with a "New Realism", geared at solving their problems essentially by mobilising their own resources and creativity. Europe, for its part, would be ill-advised to judge its relations with Africa merely in terms of diminishing strategic and economic interests.*

L'Afrique assiste actuellement à une transformation radicale de son environnement international. La Guerre froide qui régnait en Europe, qualifiée par les spécialistes en science politique de «confrontation systématique de blocs antagonistes» à l'Est et à l'Ouest, touche à sa fin. Le marxisme-léninisme orthodoxe, qui dominait l'Union soviétique depuis 1917 et la vie politique de l'Europe de l'Est depuis la Seconde Guerre mondiale, affiche un constat d'échec et a perdu toute légitimité aux yeux de ceux qui devaient jusqu'à maintenant se conformer à ses règles. Devant la pression populaire, les systèmes marxistes-léninistes prônant le pouvoir centralisé d'un parti unique se sont pratiquement désintégrés du jour au lendemain. En Hongrie et en Pologne, et plus tard en Tchécoslovaquie et en RDA, ces partis ont renoncé à revendiquer le soutien populaire exclusif, au profit du multipartisme. C'était le début du processus de transformation vers les économies de marché. Le 7 janvier 1990, une décision d'une très grande portée a été prise à Moscou: le Comité central du Parti communiste a renoncé au monopole du pouvoir. À la fin de 1990, un plan très controversé, destiné à introduire l'économie de marché en Union soviétique, a été adopté.

\* Chercheur à l'Institut allemand de recherches en politique et sécurité internationales, Stiftung Wissenschaft und Politik, Ebenhausen.

La Guerre froide qui sévissait en Europe et opposait les deux superpuissances est terminée. En Afrique et dans l'ensemble du Tiers Monde, les rivalités Est-Ouest des décennies précédentes ont également disparu.<sup>1</sup> Les accords portant sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et sur l'indépendance de la Namibie illustrent bien ces changements. Et en ce qui concerne les conflits en Afrique du Sud, en Angola, au Mozambique et en Éthiopie, les positions de Washington et de Moscou sont désormais pratiquement les mêmes. L'importance de ces conflits du Tiers Monde, qui représentaient auparavant un domaine de concurrence féroce entre les grandes puissances, a considérablement changé : ces conflits sont devenus une entrave à la coopération entre Soviétiques et Américains et entre l'Est et l'Ouest dans des domaines très importants aux yeux de Washington et de Moscou, comme le contrôle des armes et le désarmement, ou la coopération économique.

Cette vue d'ensemble assez sommaire peut suffire à montrer à quel point l'environnement politique de l'Afrique a changé. Cette évolution soulève un certain nombre de questions délicates et nécessite une réorientation des politiques africaines pour l'«après-guerre froide». Seuls certains aspects de cette réorientation seront abordés dans le présent article : le désengagement du Bloc de l'Est en Afrique et le rapprochement des grandes puissances dans la volonté de résoudre les conflits nés de la Guerre froide, d'analyser l'échec du marxisme-léninisme et d'engager un débat idéologique ; la peur qu'ont les Africains d'être marginalisés aux yeux du reste du monde et les conséquences de la reconstruction européenne et du désarmement pour l'aide que l'Afrique peut espérer de l'étranger ; et enfin, la nécessité d'un «nouveau réalisme» en Afrique.

## I - Le rapprochement des deux superpuissances

En peu de temps, la *perestroïka* de Gorbatchev a modifié considérablement le rôle que jouaient les conflits régionaux dans les relations entre Washington et Moscou. Alors que dans le passé, on pensait que les guerres de libération nationale et les conflits armés dans le Tiers Monde constituaient une occasion de modifier l'équilibre idéologique et militaire entre l'Est et l'Ouest, on les considère aujourd'hui comme un obstacle à une étroite coopération dans des domaines revêtant une importance cruciale pour les deux camps. En outre, à cause des expériences douloureuses du

1. Voir aussi Fred HALLIDAY, «The Ends of Cold War», in *New Left Review*, no. 180, mars-avril 1990, pp.5-24, et le commentaire d'Edward THOMPSON dans *New Left Review*, no. 182, juillet-août 1990, p.139 ; Mary KALDOR, «After the Cold War», *ibid.*, pp.25-40 ; Martin LOWENKOPF, «If the Cold War Is over in Africa, Will the United States still Care?», in *csis Africa Notes*, no. 98, 30 mai 1989, p.1 ; Mark N. KATZ, «Why Does the Cold War Continue in the Third World?», in *Journal of Peace Research*, vol. 27, no. 4, novembre 1990, pp.353-359 ; Jorge G. CASTANEDA, «Latin America and the End of the Cold War», in *World Policy Journal*, no. 3, été 1990, pp. 469-492.

Vietnam, de l'Afghanistan, de l'Éthiopie et de l'Angola, les deux superpuissances n'ont pas eu d'autre choix que de réaliser les limites de leur puissance militaire. Leur énorme machine militaire servait plus à entretenir les conflits régionaux qu'à y mettre un terme. Et l'influence de facteurs locaux n'a cessé de se manifester.

#### A — La coopération américano-soviétique

En 1985, lors du sommet de Reykjavik où il a rencontré Ronald Reagan, Gorbatchev avait indiqué que les Soviétiques étaient fortement intéressés à coopérer avec Washington pour résoudre ces conflits. L'Administration Reagan avait très bien réagi à cette initiative. En 1988, les troupes soviétiques ont commencé à se retirer d'Afghanistan. Au même moment, la coopération américano-soviétique s'intensifiait en vue de mettre un terme au conflit en Namibie. En mai 1988, Chester A. Crocker, sous-secrétaire d'État américain aux Affaires africaines, et son homologue soviétique le sous-ministre des Affaires étrangères, Anatoli Adamishin, ont convenu d'un programme de mise en application de la résolution 435 du Conseil de sécurité de l'ONU, datant de septembre 1978. Depuis dix ans, cette mise en place était bloquée, entre autres choses, à cause de la confrontation des deux superpuissances à l'échelle de la planète. Dix ans plus tard, le 22 décembre 1988, lorsqu'ont été signés les traités garantissant l'application de la résolution 435 et le retrait des forces cubaines d'Angola, le secrétaire d'État américain Schultz et le sous-ministre Adamishin se sont félicités de la coopération constructive des deux «superpuissances», qui avait permis de résoudre le conflit en Namibie. Aujourd'hui, il n'existe plus de différence fondamentale entre les approches de Washington et de Moscou lorsqu'il s'agit de résoudre les conflits en Afrique du Sud, au Mozambique, ou même en Angola et en Éthiopie.

#### B — Le désengagement des pays de l'Est

En 1989, les dirigeants soviétiques et mozambicains ont annoncé le départ d'environ 800 conseillers militaires soviétiques du Mozambique pour 1990-1991. Depuis cette date, la plupart d'entre eux ont en effet quitté le pays. En Angola, les unités de l'armée cubaine auront quitté le pays d'ici à juillet 1991. Compte tenu du succès de l'indépendance namibienne, La Havane est en train de mettre un terme à son action «internationale» en Afrique. Fin mai 1990, les diplomates soviétiques ont rencontré les représentants de l'*Uniao Nacional para a Independencia Total de Angola* (UNITA) à Miami.<sup>2</sup> Moscou soutient également les efforts américains en vue de l'établissement de «corridors de paix» qui protège-

2. *Monitor-Dienst* (Afrika), 7 juin 1990.

raient les Angolais de la famine qu'ont provoquée à la fois la longue guerre et la sécheresse. Si l'UNITA et le gouvernement angolais parviennent à un accord de cessez-le-feu et à une solution politique à la guerre civile, les États-Unis et l'Union soviétique accepteront alors d'aider le pays en surveillant la mise en application d'une telle solution, conjointement avec le Portugal. Cette ancienne puissance coloniale est devenue le principal intermédiaire pour instaurer la paix en Angola depuis que ce dernier intéresse beaucoup moins les Soviétiques et les Américains sur le plan international.

En ce qui concerne l'Afrique du Sud, les rencontres entre les Soviétiques et les experts, journalistes et diplomates sud-africains, sont presque devenues une habitude.<sup>3</sup> On a brisé la glace en octobre 1989, au cours d'une première rencontre entre 20 Sud-Africains blancs, en majorité des Afrikaners, et une délégation venue de Moscou ainsi que les dirigeants de l'*African National Congress* (ANC) et du *South African Communist Party* (SACP), en République fédérale d'Allemagne (à Leverkusen). Auparavant déjà, le gouvernement soviétique avait indiqué clairement qu'il préférerait une solution négociée à une poursuite, voire une intensification de la lutte armée. Le «dialogue» est désormais ce qui prime. Neil van Heerden, directeur général des Affaires étrangères à Pretoria, s'est rendu à Moscou en été 1990. Il s'agissait là du premier contact d'un tel niveau depuis la rupture des relations diplomatiques entre l'Afrique du Sud et l'Union soviétique, en 1956. Le 27 novembre, pour «la première fois, une délégation officielle soviétique» visitait l'Afrique du Sud, pas seulement dans le but de discuter d'une aide sud-africaine au nettoyage consécutif au désastre de Tchernobyl, mais également pour renforcer les liens économiques entre les deux pays.<sup>4</sup> À la fin de cette visite, le responsable de la délégation soviétique s'est dit convaincu qu'une «nouvelle ère de bonnes relations entre les deux pays avait commencé».<sup>5</sup>

L'évolution des relations entre Pretoria et la plupart des anciens pays socialistes d'Europe centrale et orientale est tout aussi impressionnante. En février 1990, Pik Botha, ministre sud-africain des Affaires étrangères, s'est rendu pour la première fois en Hongrie, sur invitation du gouvernement hongrois. Il s'agissait d'ailleurs de la première visite officielle d'un membre du cabinet sud-africain dans un pays du Pacte de Varsovie. Six mois plus tard, au mois d'août, les deux pays signaient leur premier accord commercial. D'autres ententes commerciales avec la Pologne et la Roumanie ont suivi en octobre et novembre, puis avec la Tchécoslovaquie en février 1991. Des accords visant à établir des relations consulaires avec ces quatre

3. Voir les changements apportés à la politique sud-africaine dans Winrich KÜHNE, «A 1988 Update on Soviet Relations with Pretoria, the ANC and the SACP», in *CSIS Africa Notes*, no. 89, 1<sup>er</sup> septembre 1988, pp. 1-8. On peut trouver une description complète de la politique soviétique à l'égard de l'Afrique du Sud dans Kurt M. CAMPBELL, *Soviet Policy Towards South Africa*, St Martin's Press, New York, 1986.

4. *BBC-SWD Middle East/09341/ii*, 29 novembre 1990.

5. *Monitor-Dienst* (Afrika), 6 décembre 1990.

pays ont également été conclus. Ils constituent une véritable urgence, car plus de 50 000 Polonais, Yougoslaves, Hongrois, Soviétiques, et autres ont demandé le statut d'immigrant en Afrique du Sud.<sup>6</sup> Les relations avec la Yougoslavie sont d'ailleurs en train de s'améliorer sur les mêmes bases.

Pour ce qui est de l'Éthiopie, allié africain le plus important pour l'Union soviétique depuis la fin des années 70, il est évident que Moscou exerce actuellement des pressions sur Mengistu pour qu'il cesse la guerre en Érythrée, au Tigré et dans les autres régions du pays et renonce à un «communisme de caserne» plutôt dépassé. Les livraisons d'armes à l'armée éthiopienne ont diminué, et l'on dit que Gorbatchev a menacé de les interrompre complètement. Les conseillers militaires soviétiques ont été rappelés des champs de bataille. Néanmoins, le retrait soviétique, en Éthiopie comme en Angola, s'avère une tâche extrêmement difficile. Moscou doit réaliser qu'il est plus facile pour une grande puissance d'entrer dans un conflit que d'en sortir sans perdre la face.<sup>7</sup> À l'instar des soutiens accordés aux efforts déployés en Namibie par Chester A. Crocker, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines, Moscou appuie aujourd'hui sans ambiguïté l'initiative du sous-secrétaire d'État Cohen en vue de mettre un terme aux guerres en Éthiopie.

Pourtant, hormis ces exemples et quelques autres interventions diplomatiques de faible envergure, Washington et Moscou témoignent peu d'intérêt pour les affaires africaines. Ce n'est pas l'alliance des superpuissances que craignaient de nombreux Africains, mais un certain désintérêt de la part de ces superpuissances qui semble devoir caractériser l'ère de l'après-guerre froide en Afrique. Ce que l'on appelait la lutte internationale des classes ou lutte anti-impérialiste, qui était l'essence du programme mis au point par Lénine au terme de sa réflexion sur *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, a désormais pris fin. Dans les ouvrages soviétiques et les écrits marxistes-léninistes orthodoxes, la lutte anti-impérialiste était dépeinte comme l'un des facteurs déterminants de la mise en place du système international. Pendant des décennies, elle a constitué la justification idéologique de la politique soviétique dans le Tiers Monde, surtout en Afrique, et facilité les alliances étroites avec les forces «progressistes» et les mouvements de libération nationale. Mais en 1989, Anatoli Adamishin, qui était jusqu'alors sous-ministre des Affaires étrangères responsable de l'Afrique, déclarait : «Il ne me paraît pas du tout évident que la confrontation entre le socialisme et le capitalisme demeure le facteur décisif de l'évolution de notre planète».<sup>8</sup>

6. *The Star*, 15 septembre 1990; *General Anzeiger*, 24 novembre 1990; *Süddeutsche Zeitung*, 23 juillet 1990.

7. L'engagement en Éthiopie a coûté cher à Moscou. Le coût des fournitures en armes est estimé à plus de 7 milliards de dollars américains. Moscou ne peut raisonnablement espérer être remboursée, l'Éthiopie étant l'un des pays les plus pauvres au monde. Ces dettes ont apparemment été enregistrées dans la comptabilité soviétique pour 1,5 million de roubles.

8. Anatoli ADAMISHIN, «Zum Zerwürfnis verurteilt?», in *Neue Zeit*, no. 12, 1989, pp. 14-16. Pour une vision plus conventionnelle, cf. Anatoli GROMYKO, «Adopt New Political Thinking in the Practice of International Relations», in *Asia and Africa Today*, no. 4, 1989, pp. 51-54 (52).

Dès le début de 1988, deux spécialistes soviétiques, Nikolai Volkov et Vladimir Popov étaient en fait allés un peu plus loin, en contestant les thèses qui voulaient que le «néo-colonialisme» et le «néo-impérialisme» existaient toujours. D'après eux, il n'était pas évident que «l'échange non équivalent» constituât une composante systématique des relations entre les pays occidentaux industrialisés et les pays en développement : «Au début des années 80, il n'existait pratiquement plus aucune trace de colonialisme dans les relations économiques du monde capitaliste. En conséquence, disparaissaient également les fondations de la doctrine [du colonialisme] qui justifiait l'ajout du préfixe "néo"». <sup>9</sup> Si l'on peut ne pas partager ce point de vue, il va toutefois dans le même sens que la décision prise les 9 et 10 janvier 1990 par le COMECON de chercher à se réintégrer dans une économie mondiale dominée par l'Occident, au lieu de prôner sans cesse sa destruction. L'Ouest ne se retrouvera pas «enterré dans le Tiers Monde», comme le disait fièrement Khrouchtchev au début des années 60.

### C — La fin d'une politique extérieure soviétique centralisée

On peut s'attendre, en fait, à beaucoup plus de bouleversements qu'à une simple fin de la Guerre froide. Au cours des dernières années, de nombreux observateurs et politiciens ont eu du mal à suivre les changements rapides que connaissait la politique soviétique. Aujourd'hui, il est sans doute grand temps de reconnaître que le temps d'une politique soviétique à l'égard du Tiers Monde est révolu. Dans «un climat de nationalisme orgiaque», ainsi que l'écrivait *The Economist*, <sup>10</sup> ce ne sont pas seulement les républiques baltes et la Fédération russe, de loin la plus vaste des républiques d'Union soviétique, mais toutes les autres républiques qui se sont prononcées soit pour la souveraineté soit pour l'indépendance totale. <sup>11</sup>

Ainsi, les discussions portant sur la possible extinction d'une politique étrangère centralisée de l'Union soviétique ne sont pas uniquement des spéculations irréfléchies. En Afrique, de telles spéculations se sont déjà concrétisées dans deux cas précis. À la fin de l'été 1990, la compagnie sud-africaine *De Beers Centenary* a signé un contrat officiel avec le gouvernement central de l'Union soviétique afin de commercialiser les diamants non taillés provenant d'URSS. La Gosbank a admis que l'URSS devait trouver de toute urgence 2 milliards de dollars afin de couvrir ses arriérés de factures d'importations. L'avance d'un milliard de dollars sur 5 ans, payée comptant par De Beers, permettra sans doute de régler le problème. <sup>12</sup> Mais De Beers va se trouver confrontée aux impondérables

9. Nikolai VOLKOV et Vladimir POPOV, «Has an Era of Neocolonialism Materialized?», in *International Affairs*, no. 11, 1988, pp. 107-117 (109).

10. *The Economist*, octobre 1990 (Survey: The Soviet Union), p.1 (5).

11. Kirgisia a été le dernier à déclarer sa souveraineté en décembre 1990.

12. *Financial Mail* (Johannesburg), 3 août 1990.

mentionnés plus haut, relatifs à la désintégration de l'Union soviétique. En août, le Parlement russe a invalidé le contrat de la De Beers, en le qualifiant de «nul et non avenue», parce qu'il violait le principe de la souveraineté des Russes sur leurs ressources naturelles, reconnu par le parlement en été 1989.<sup>13</sup> Plus tard, une décision d'accepter ce contrat *de facto* et jusqu'à nouvel ordre a cependant été prise. Il faut également mentionner l'accord bilatéral de coopération économique conclu à l'automne 1990 entre la Moldavie et le Rwanda, deux États ne disposant d'aucun accès à la mer.<sup>14</sup>

En se dirigeant vers un régime présidentiel plutôt dictatorial, Gorbatchev parviendra peut-être à stopper la désintégration de l'empire soviétique et à éviter de ce fait que ne s'éteigne la politique étrangère centralisée. Pour de nombreux observateurs, l'empire soviétique est devenu ingouvernable.

## II – Le débat sur les stratégies de développement

Encouragée par les événements d'Europe de l'Est, une vague de révoltes populaires et de protestations contre le monopartisme est en train de balayer l'Afrique. Ce n'est pas un hasard si tous les pays à avoir subi les premiers le contrecoup des changements en Europe de l'Est et en Union soviétique sont des pays à orientation socialiste, le premier exemple d'importance étant celui de la République populaire du Bénin, à la fin de l'automne 1989 (cf. l'article de A. Niandou Souley).

### A — Socialisme et capitalisme : même inadéquation

En Afrique australe, l'organisation d'élections libres et justes dans le cadre d'un système de multipartisme est désormais une formule acceptée par tous pour venir à bout des violents conflits de la région depuis l'application fructueuse de la résolution 435 de l'ONU en Namibie. En Afrique du Sud, l'ANC, principal mouvement de libération, s'était clairement engagé dès 1988 en faveur d'une démocratie acceptant le multipartisme. Son principal allié, le parti communiste sud-africain, (SACP), a approuvé cet engagement un peu plus tard. Ainsi que le déclarait Joe Slovo, leader du SACP, dans sa récente analyse de la crise du socialisme : «Nous connaissons suffisamment bien la règle du parti unique dans les différentes régions du monde pour pouvoir conclure que la "mission" de promouvoir la démocratie dans un tel système est non seulement difficile, mais impossible à long terme».<sup>15</sup> Au Mozambique, le président Chissano a annoncé le 31 juillet

13. BBC-SWD *Middle East/W0142*, 21 août 1990.

14. Une troisième entente doit être mentionnée, quoique sans rapport direct avec l'Afrique, parce qu'on la considère à Moscou comme un précédent important : il s'agit d'un traité bilatéral de coopération économique, conclu en novembre entre la Fédération russe et Malte.

15. Joe Slovo, «Has Socialism Failed?» in *The South African Communist*, no. 121, 2<sup>ème</sup> trimestre, 1990, p. 41.

1990 que les conditions étaient réunies pour la création d'un système de multipartisme. Des élections sont d'ailleurs prévues pour l'an prochain. Le même mois, en Angola, le Comité central du *Movimento Popular de Libertacao de Angola* (MPLA) a voté en faveur d'une nouvelle constitution fondée sur le multipartisme, qui doit être élaborée une fois qu'on sera parvenu à un cessez-le-feu. Au Zimbabwe, le président Mugabe lui-même a dû céder et accepter de retirer de la constitution la règle du parti unique, sous la pression d'une majorité au sein de son propre parti.

Il ne fait aucun doute que le marxisme-léninisme et les régimes à orientation socialiste qui s'en inspiraient, n'ont absolument pas réussi à créer un système qui soit supérieur au capitalisme en matière de productivité économique. Mais les défenseurs du capitalisme n'ont pas non plus beaucoup de raisons de pavoiser. L'évolution du Kenya, du Zaïre, de la Côte d'Ivoire et d'autres pays d'allégeance capitaliste n'a rien d'impressionnant. Les différences avec les régimes des ex-Républiques populaires du Bénin et du Congo, par exemple, sont minimes. Le Congo fait même partie des rares pays africains qui ont connu une croissance économique régulière, quoique modérée. Par contre, la Côte d'Ivoire, qui a longtemps été considérée comme l'archétype du miracle économique à l'occidentale, traverse actuellement une grave crise économique et sociale. Et les résultats économiques du Mozambique, de l'Angola et de l'Éthiopie ne seraient pas aussi mauvais si ces pays n'étaient pas en état de guerre depuis plusieurs décennies. Leur situation désastreuse est due à plusieurs facteurs: la guerre et la déstabilisation provenant de l'étranger, une politique économique mal orientée et certaines catastrophes naturelles.<sup>16</sup> Gleb V. Smirnov, économiste à l'Institut africain de Moscou, a bien mis en évidence le fait que les mauvais résultats économiques constatés en Afrique ne se limitent pas aux pays à orientation socialiste, mais constituent plutôt un phénomène généralisé.

En outre, il ne faudrait pas conclure que, parce que tous les pays économiquement prospères disposent d'une économie de marché, l'introduction d'un tel système dans un pays garantit sa croissance économique et sa prospérité. En fait, la majorité des économies de marché sont des échecs. Le recours au système du marché et à l'initiative privée ne sont pas le remède à tous les problèmes, que veulent y voir les «inconditionnels du marché libre», encouragés dans cette voie par les événements en Europe de l'Est. Les errements des théories marxistes unilatérales, ne devraient pas être remplacés par ceux de théories erronées concernant les forces du marché.

Le marché est un phénomène multifonctionnel et multidimensionnel. L'exploitation, point de mire de l'analyse marxiste, n'en est qu'une dimension. Cependant, il serait erroné d'en ignorer ou d'en sous-estimer l'importance ainsi que les effets dangereux et inhumains qui peuvent en résulter

16. Gleb V. SMIRNOV, «Economic Development of Socialist Oriented African Countries», in *Front File*, IAS Conference Special, no. 17, vol. 3 (décembre 1989), p. 6.

sur le plan socio-politique. À cet égard, la répartition extrêmement inégale des revenus et des richesses, ainsi que la pauvreté et les famines un peu partout dans le monde parlent d'elles-mêmes.

C'est pourquoi les débats d'ordre socio-politique sur les limites et les risques que présentent les forces du marché, sur les initiatives privées visant à structurer l'État et société sur une base humaine, sur le contrôle des tendances à l'exploitation inhérentes à l'économie de marché ou encore la plus grande participation des travailleurs sur leur lieu de travail, va et doit continuer, sous quelque forme que ce soit. Certains parlent d'un «ajustement structurel à visage humain» ou d'une «économie sociale de marché», terme emprunté à la République fédérale d'Allemagne. D'autres proposent une économie de marché «socialiste» ou à «orientation socialiste», bien qu'ils n'entendent pas le «socialisme» au sens dogmatique du terme. V.I. Basanetz, conseiller économique de Gorbatchev, a indiqué que l'Union soviétique approuvait «le socialisme à visage humain et certains éléments de l'économie de marché». Cependant, la différence entre ce concept et celui de «l'ordre économique capitaliste à visage humain» n'est pas claire. Bien entendu, tous ces concepts trouvent leur origine dans les pays industrialisés. On ne sait pas encore quelle utilité ils peuvent avoir pour la majorité des pays africains, où 60 à 80 % de la population est rurale. Par exemple, que peut signifier pour ces pays le concept allemand d'«économie sociale de marché»?

Le fait que la controverse opposant socialisme et capitalisme n'ait plus grande importance ne signifie pas que les graves problèmes qui l'avaient engendrée ont disparu. Dans le Tiers Monde, en particulier, les problèmes que posent les révolutions, les renversements de régimes et les émeutes résultant du désespoir et de la frustration des populations sont loin d'être résolus. Mais le présent débat doit s'articuler autour des réalités de l'économie de marché et des forces qui les gouvernent.

## B — Le cas sud-africain

En Afrique du Sud, la volonté de mettre fin à l'apartheid a suscité un débat très animé et passionnant sur les erreurs passées du socialisme et sur ses perspectives d'avenir. Le plus ancien parti communiste d'Afrique, le SACP (considéré comme extrêmement orthodoxe, sinon stalinien), a tiré des conclusions plutôt radicales des événements survenus en Europe de l'Est par la voix de son leader Joe Slovo. Le parti reconnaît désormais que «les économies centralisées et dirigistes à outrance du monde socialiste ont encouragé l'apparition d'une forme d'aliénation socialiste». De plus, il affirme que le socialisme traverse actuellement sa crise la plus grave depuis 1917.<sup>17</sup> Dans son document de travail intitulé «Has Socialism

17. Document de travail interne au SACP, partiellement reproduit dans *Weekly Mail*, 19-25 janvier 1990.

Failed?», Slovo déclare sans aucun ménagement que les événements d'Europe de l'Est «étaient des révoltes populaires contre des régimes impopulaires; si les socialistes sont incapables de s'accommoder de cette réalité, le socialisme est en effet voué à un avenir bien sombre». <sup>18</sup> Heribert Adam a fait remarquer que, quelques mois seulement avant l'effondrement des régimes d'Europe de l'Est en 1989, le SACP avait adopté un programme qui s'appuyait sur les considérations suivantes: «Les pays socialistes représentent aujourd'hui une force internationale d'un poids considérable [...] Un nouveau mode de vie est en train d'apparaître, sans oppresseurs ni opprimés, exploités ni exploités, le pouvoir appartenant au peuple.» <sup>19</sup>

Les forces politiques et sociales dominantes du front sud-africain anti-apartheid, que sont l'ANC, le SACP et le *Congress of South African Trade Unions* (COSATU), recherchent un nouvel équilibre entre l'intervention de l'État et les initiatives du secteur privé. Leurs points de vue se distinguent désormais clairement en ce qui concerne les avantages et les dangers de la nationalisation. Il ne s'agit plus d'instaurer des nationalisations généralisées, comme le prônaient traditionnellement les socialistes. Le séminaire organisé à Harare en avril 1990 par l'ANC et le COSATU a produit des résultats encourageants quant à la future organisation de l'économie sud-africaine. Bien qu'elles aient réaffirmé la nécessité d'une «planification macro-économique» globale, les deux organisations savent bien «que l'État doit éviter d'adopter une approche dirigiste et hypercentralisée pour l'élaboration de sa politique économique.» <sup>20</sup>

Seule la *Workers' Organisation for Socialist Action* (WOSA), créée il y a environ deux ans avec le soutien d'une base relativement limitée, persiste à considérer l'hégémonie de la classe ouvrière comme un rempart contre la domination capitaliste; Joe Slovo préconise pour sa part que soit préservé le droit de propriété, et dit croire au système de marché et aux éléments stimulants pour l'économie. <sup>21</sup> L'Afrique du Sud a besoin d'une économie de compromis, où la planification d'État et les forces du marché seront correctement équilibrées, car les forces du marché ne peuvent à elles seules résoudre les énormes problèmes que soulèvent la pauvreté, les inégalités et l'injustice sociale en Afrique du Sud. <sup>22</sup>

Même les économies mixtes ne garantissent pas nécessairement la justice sociale et la redistribution des richesses. C'est pourquoi des éléments dynamiques tels que les syndicats et autres groupes sociaux sont nécessaires, car ils luttent en faveur des changements sociaux. Les

18. J. SLOVO, «Has Socialism Failed?», *art. cit.*, pp. 25-51.

19. *The African Communist*, no. 118, 3<sup>ème</sup> trimestre 1989 et Heribert ADAM, «Eastern Europe and South African Socialism – Engaging Joe Slovo», in *South Africa International*, vol. 21, no. 1, juillet 1990, pp. 29-45.

20. Cet atelier a abouti à la production d'un document intitulé: *the Economy beyond Apartheid*, reproduit dans *New Nation*, 15 juin-21 juin 1990, pp. 8-11.

21. Entrevue avec le *New York Times*, 15 octobre 1990.

22. *Neue Züricher Zeitung*, 25 janvier 1991.

syndicats et autres organisations de masse, qui ne sont que le prolongement des partis dominants et des dirigeants d'États dans la plupart des pays africains, ne servent à rien dans ces cas-là. Bien sûr, «l'autonomie syndicale est un indicateur essentiel car il établit toute la différence entre le socialisme démocratique et celui de Lénine.»<sup>23</sup>

Dans certains pays d'Afrique, cette autonomie est en train de gagner du terrain. Au début du mois de janvier 1990, dans un Mozambique auparavant axé sur le socialisme, le président Chissano critiquait la domination traditionnelle du parti et de ses prétendues organisations de masse. Il a exigé l'indépendance des syndicats et demandé qu'on leur garantisse le droit de grève. Des dispositions du même genre ont été formulées dans d'autres pays. En Afrique du Sud, l'ANC et le COSATU se sont mis d'accord, dans le document cité plus haut, pour que les droits accordés aux syndicats indépendants deviennent constitutionnels. Dotée d'un mouvement syndical puissant et indépendant, l'Afrique du Sud pourrait bien devenir le phare de l'Afrique pour ce qui est de l'organisation cohérente des relations du travail.

En conclusion, il ne fait aucun doute que les mouvements de gauche, en Afrique comme dans le reste du monde, doivent réévaluer sérieusement le rôle qui sera attribué à la doctrine marxiste dans le futur débat idéologique. Mais pour ce faire, il conviendra de ne pas s'arrêter à mi-chemin, ainsi que l'ont fait Joe Slovo et certains autres, en dépit de leur autocritique plutôt courageuse : il ne suffit pas d'affirmer que «les principales faiblesses qu'a fait naître la mise en pratique du socialisme sont le résultat de distorsions ou de mauvaises applications de la doctrine» et qu'elles «ne peuvent être imputables aux principes essentiels de la théorie révolutionnaire marxiste.»<sup>24</sup>

Dans une étude critique de l'analyse de Slovo, Pallo Jordan, membre du Comité national exécutif de l'ANC, considère à juste titre qu'il «s'est contenté de déterminer les symptômes de la maladie, mais pas ses causes fondamentales [...]», ce qui est plutôt déplacé de la part d'un marxiste, si l'on considère que «le marxisme se targue de pouvoir dévoiler la réalité qui se cache derrière les apparences.»<sup>25</sup> À la lumière de l'échec économique d'un certain nombre de régimes inspirés du marxisme, la confiance inébranlable dont fait preuve Joe Slovo vis-à-vis d'une «supériorité morale inhérente» au socialisme paraît effectivement quelque peu douteuse.<sup>26</sup> Selon Pallo Jordan, la gauche doit donc répondre à la question suivante — fondée sur une analyse matérialiste approfondie et sans compromis : pourquoi les régimes marxistes se sont-ils effondrés de la sorte sur le plan

23. Richard L. SKLAR, «Beyond Capitalism and Socialism in Africa», in *The Journal of Modern African Studies*, vol. 26, no. 1, 1988, p. 9.

24. J. SLOVO, «Has Socialism Failed?», *art. cit.*, pp. 32 et 34.

25. Pallo JORDAN, «Crisis of Conscience in the SACP», in *Southern African Political and Economic Magazine* (SAPEM), juin 1990, pp. 28-34.

26. J. SLOVO, «Has Socialism Failed?» *art. cit.*, p. 15.

économique et pourquoi n'ont-ils pas pu supplanter les régimes capitalistes sur le plan de la productivité économique et de l'organisation humaine sur les lieux de travail? Voilà la question clé que devrait soulever une véritable analyse marxiste matérialiste; le problème moral n'a rien à y voir. En outre, la gauche doit s'expliquer pourquoi les régimes socialistes, qui se veulent inspirés de l'idéologie la plus progressiste et la plus révolutionnaire, donnent lieu en pratique à des systèmes conservateurs et parfaitement statiques, hostiles à tout courant social innovateur. Il est également surprenant, voire même consternant, de constater à quel point l'«esprit petit bourgeois nationaliste» subsiste dans les anciens pays socialistes de l'Est, sans que le processus de lutte révolutionnaire n'ait donné naissance à «l'homme nouveau». Si l'on n'apporte pas bientôt des réponses honnêtes et convaincantes à toutes ces questions, le marxisme et la gauche en général seront totalement écartés lors des futurs débats sur les problèmes sociaux.

### III - La marginalisation croissante de l'Afrique

En Afrique, la fin de la Guerre froide a suscité des sentiments partagés. D'un côté, on est soulagé parce que le danger d'une domination des superpuissances est moins important, de l'autre, on s'inquiète beaucoup d'une «marginalisation» du continent aux yeux du reste du monde. L'Afrique et ses problèmes économiques vont-ils être oubliés? Il est évident que les gouvernements africains et leurs systèmes bureaucratiques ont profité de la concurrence Est-Ouest en matière de voies maritimes, de minéraux et de domination idéologique, pour attirer l'attention internationale et obtenir le soutien économique et militaire de l'un ou de l'autre. Une des orientations principales des politiques africaines a consisté à jouer l'Ouest contre l'Est et vice-versa.

Fort heureusement, cette option n'est plus de mise, car on est en peine de déterminer les domaines où les problèmes à propos desquels le conflit Est-Ouest et la manière dont il a été instrumentalisé par les élites dirigeantes en Afrique se sont avérés bénéfiques pour le peuple africain. Mais il existe une raison beaucoup plus fondamentale, et de ce fait beaucoup plus inquiétante, à la marginalisation de l'Afrique: le fossé grandissant entre la productivité économique de la plupart des pays en développement et celle de quelques pays industrialisés. D'une part, on trouve les trois zones puissantes d'intégration que sont l'Amérique du Nord (et potentiellement le Mexique), l'Europe et le Japon (auquel s'ajoutent: Hongkong, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan). Leur productivité économique et leur richesse continuent d'augmenter à une vitesse impressionnante, tandis que le reste du monde demeure à la traîne économiquement parlant mais connaît une croissance démographique incontrôlée. La division du monde entre pays riches et pays pauvres n'est pas seulement affreuse, elle risque également de devenir irréversible.

Cette division insidieuse de la planète est d'autant plus intolérable qu'elle est contrebalancée par l'accélération et l'intensification des communications à l'échelle du globe, qui suscitent une prise de conscience beaucoup plus aiguë des différences de richesse et de conditions de vie. Les populations du Sud se comparent avec celles du Nord ; plus d'une fois, on a utilisé l'apartheid sévissant en Afrique du Sud comme une métaphore illustrant cette répartition des richesses. Ironiquement, d'un point de vue écologique, la productivité industrielle débridée des pays du Nord et la pauvreté croissante de ceux du Sud sont tout aussi inacceptables.

L'évolution de la productivité, due à la rapidité des innovations technologiques et à la modernisation socio-économique dans les pays industrialisés, pourrait bien anéantir les efforts déployés en vue de sortir l'Afrique (et le reste du monde) de son marasme. Elle a en effet affecté deux des plus importants atouts dont disposait l'Afrique pour être compétitive sur le marché mondial : les matières premières et la main-d'œuvre bon marché. Bien plus que la fin de la Guerre froide, la marginalisation de ces deux éléments constituera sans aucun doute un facteur décisif et permanent de la marginalisation de l'Afrique, ce qui met véritablement en péril toute possibilité de développement.<sup>27</sup> La détérioration des conditions des termes de l'échange est une conséquence directe du fossé qui se creuse de plus en plus et exacerbe les difficultés qu'ont les pays en développement non-producteurs de pétrole à faire face à l'augmentation du coût de l'énergie et à l'envol des taux d'intérêt sur leur dette : en moyenne, les taux d'intérêt réels étaient six fois supérieurs dans les années 80 à ce qu'ils étaient entre 1974 et 1979, période au cours de laquelle la plupart des pays africains ont contracté leur dette.<sup>28</sup> La chute des prix des matières premières et la détérioration spectaculaire des termes de l'échange ont coûté à l'Afrique 50 milliards de dollars américains pour la seule période de 1986 à 1988. Dans la plupart des secteurs d'activités, la main-d'œuvre bon marché n'est plus un facteur qui influence vraiment les coûts de production. Une infrastructure, une gestion et une formation technique appropriées sont beaucoup plus importantes. Il s'agit là d'une réalité non négligeable, les milieux d'affaires s'installent là où ils trouvent des conditions intéressantes pour leurs investissements et leurs bénéfices, que ce soit en Europe de l'Est, en Asie, en Afrique ou en Amérique latine.

Quelques chiffres pourraient suffire à souligner cette division croissante du monde : de 1980 à 1987, la part des pays en développement dans le PIB mondial a diminué de 16,8 %, bien que les deux tiers de l'humanité vivent dans ces pays-là. Dans son Rapport sur le développement de 1990

27. Gert KRELL, «Europäische Revolution und Globale Fundamentalkrise», in *epd-Entwicklungspolitik*, septembre 1990, Dokumentation, pp. a-f.

28. *Conférence sur la coordination du développement en Afrique australe*, Rapport annuel 1989-90.

consacré à la pauvreté, la Banque mondiale indique que plus d'un milliard de personnes vivant dans les pays en développement sont condamnées à toucher un revenu annuel de moins de 370 dollars américains. Alors qu'elle s'élevait à 5,5 % en 1960, la part de l'Afrique dans l'ensemble des investissements étrangers dans le monde est tombée en dessous de 2 %, et sa participation au commerce mondial représente aujourd'hui 1,4 %.<sup>29</sup> Il est alarmant de constater que même les milieux d'affaires français retirent leurs investissements du continent africain depuis quelques années.<sup>30</sup> La part qu'occupe le Tiers Monde dans les investissements directs de l'Allemagne dans les pays en développement est passée de 20 % en 1976 à 12 % en 1987, puis à 2,7 % en 1989. Le nombre de pays africains répertoriés parmi les pays les moins avancés (PMA) s'élevait à 28 en 1990 – soit un bon tiers de plus en dix ans – sur un total de 41 à l'échelle de la planète.

En dépit de certains problèmes internes, l'explosion de la productivité dans les pays industrialisés a laissé peu (sans doute trop peu) de marge de manœuvre aux Africains pour réussir à être compétitifs sur le marché mondial et – ce qui est bien pire – en Afrique même. De fait, un processus de désindustrialisation s'est mis en route y compris en Afrique du Sud, dont l'infrastructure industrielle est pourtant comparativement bien développée. L'Afrique du Sud risque d'être la seule région d'Afrique qui ait encore une chance de surmonter le fossé et de rattraper son retard, si elle parvient à mettre un terme à l'apartheid rapidement et pacifiquement.

## A — L'impossibilité d'un Plan Marshall pour l'Afrique

Le fossé grandissant entre les pays en développement et le Nord a engendré de nombreuses demandes de transferts massifs de capitaux vers ces pays, comme ce fut le cas pour l'Europe avec le Plan Marshall mis en place par les États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale. En Afrique, de tels espoirs ont surtout été formulés par l'Afrique australe mais également par d'autres régions, notamment les pays situés dans la Corne. Plusieurs régions extérieures à l'Afrique ont exprimé la même demande.

En réalité, la comparaison avec le Plan Marshall de 1948 en Europe est inadéquate à maints égards. Tout d'abord, dans les ouvrages publiés récemment, il n'existe aucun consensus quant au véritable impact du Plan

29. *Handelsblatt*, 30 septembre 1990.

30. Tiré de Stefan BRÜNE, «Zwischen Grandeur und Afrikapessimismus – Frankreichs Afrikapolitik im Zwiespalt», in *Der Überblick*, vol. 26, no. 3, 1990, pp. 64-68 (68).

Marshall sur la reconstruction de l'Europe à l'époque.<sup>31</sup> En outre, ce Plan, qui a fourni environ 13 milliards de dollars américains par année, n'avait pas pour objectif le développement économique mais la réhabilitation des économies européennes qui étaient déjà développées. Les infrastructures avaient été en partie détruites au cours de la Deuxième Guerre mondiale, et comme le souligne un auteur : «Le problème consistait à reconstituer ce qui existait auparavant, pas à créer une société plus développée».<sup>32</sup> Ce dernier objectif est beaucoup moins facile à promouvoir par d'énormes transferts de ressources financières, le problème le plus évident tenant aux limites qu'impose l'absorption d'énormes sommes d'argent d'une manière productive. Dans de nombreux pays en développement, l'énorme poids de la dette et l'incroyable richesse d'une «élite» restreinte qui détourne l'aide vers ses comptes bancaires à l'étranger, sont les conséquences logiques de telles limites. Ceci semble être la leçon sans appel à tirer de trois décennies d'aide au développement. Ainsi que l'écrivait récemment un journaliste, «en dépit des programmes d'aide qui ont injecté plus de 10 milliards de dollars par an (83 milliards entre 1980 et 1988) en Afrique subsaharienne, le niveau de vie y a baissé au cours des trente années qui ont suivi l'indépendance.»<sup>33</sup>

La mauvaise perception des suggestions du Plan Marshall pour l'Afrique tient également à ce que l'on considère l'aide au développement comme un échec. Pour obtenir un transfert massif de ressources, il ne sert à rien d'essayer de donner mauvaise conscience aux sociétés ou aux nations occidentales, en invoquant leur passé colonial ou la richesse des pays de l'hémisphère nord. Ces tentatives sont de plus en plus condamnées à rester lettre morte. Les résultats de trente ans d'aide au développement sont considérés trop minces, indépendamment de toute comparaison avec l'énorme tâche que fut la reconstruction de l'Europe. Ainsi que l'écrivait un homme de gauche allemand : «L'image que l'on avait de l'aide au développement en tant qu'instrument permettant de combattre la pauvreté est désormais plus ou moins en ruines.»<sup>34</sup> Et pour ce qui est des anciens «alliés

31. Voir, par exemple, Knut BORCHARDT et Christoph BUCHHEIM, «Die Wirkung der Marshall-plan-Hilfe in Schlüsselbranchen der Deutschen Wirtschaft», in *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, vol. 35, no. 3, 1987, pp. 317-347. D'autres études comme celle de G. Fodor, font remarquer qu'«en 1948, lorsque le Plan Marshall est devenu opérationnel, la production industrielle des pays d'Europe avait déjà dépassé son niveau de 1938, y compris en Allemagne.» Il ajoute à cela le fait que «le pays ayant reçu l'aide la plus importante des États-Unis [55 %] était la Grande-Bretagne, pays dont le niveau de production était beaucoup plus élevé après qu'avant la guerre ...» Il en conclut que le Plan Marshall n'a pas constitué un élément décisif pour remettre en route la production, mais plutôt pour résoudre la très grave crise monétaire qu'ont connue les économies européennes vis-à-vis du dollar américain, à cause d'une augmentation brutale des prix aux É.-U. en 1946. Giorgio FODOR, «Why Did Europe Need the Marshall Plan?», *EUI Working Papers*, no. 78, mars 1984, pp. 2 et 6.

32. Jeffrey E. GARTEN, «Aid in the Eighties», in *The New York Times Magazine*, 25 mars 1984.

33. *Africa Research Bulletin* (Economic Series), vol. 27, no. 4, 31 mai 1990, p. 9932, et *Financial Times*, 7 juin 1990.

34. Michael DAUDERSTADT, «Entwicklungspolitik '92: Abkehr von der Dritten Welt», Bonn 1990, (Friedrich-Ebert-Stiftung, Reihe Eurokolleg 3), pp. 1-8 (5).

naturels» du Tiers Monde, à savoir les pays du Bloc socialiste, l'aide au développement qu'ils ont apportée va sans doute cesser complètement, si ce n'est déjà fait. Dans son budget 1990, Moscou a réduit de 30 % sa contribution à l'aide au développement. L'aide soviétique au Mozambique, qui représentait un total annuel de 200 millions de dollars américains (au taux de change officiel) a été réduite à 90 millions en 1990 et pourrait bien diminuer encore, si l'on en croit le premier secrétaire de l'ambassade d'Union soviétique à Maputo.<sup>35</sup> En octobre 1990, le journal *West Africa* rapportait même que le président soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, en réponse aux protestations populaires, avait décrété que l'aide aux pays en développement d'Afrique et d'Amérique latine devrait être réduite radicalement au plus vite.<sup>36</sup>

On pourrait citer d'autres déclarations alarmistes sur l'échec des politiques d'aide à l'Afrique et aux autres parties du monde. On pourrait également énumérer tous les programmes pleins de bonnes intentions mis sur pied, au cours des dix dernières années, par des organisations internationales telles que l'OUA, l'ONU ou la Commission économique pour l'Afrique (CEA), afin d'améliorer la situation économique de l'Afrique. Mais il s'est avéré que les années 80 n'en ont pas moins été «une décennie perdue pour le développement de l'Afrique» (et pour d'autres régions du Tiers Monde, comme l'Amérique latine).

## B — L'illusion de «dividendes de la paix»

Le 25 novembre 1990, les 22 États membres du Pacte de Varsovie et de l'OTAN ont signé à Paris un accord portant sur la réduction des forces conventionnelles en Europe. Cet accord fixe un plafond beaucoup plus bas pour la quantité d'armement lourd dont peut disposer chacune des alliances entre l'Atlantique et l'Oural : 20 000 chars, 20 000 pièces d'artillerie, 30 000 véhicules blindés, 6 800 avions de combat et 2 000 hélicoptères.<sup>37</sup> À cause de cette limitation, l'Union soviétique devra détruire ou retirer en deçà de l'Oural 40 000 chars, 50 000 pièces d'artillerie, 40 000 véhicules blindés, etc., alors que l'effort de désarmement de l'OTAN sera bien moindre, les armes dont elle dispose correspondant à peu près à ce nouveau plafond.

Parallèlement à cet événement historique, les parties concernées apprennent actuellement ce qu'il en coûte pour procéder au désarmement. La destruction systématique d'armements lourds tels que les chars, les véhicules blindés ou les pièces d'artillerie, ainsi que la reconversion du parc industriel militaire, sont beaucoup plus difficiles et plus coûteuses qu'on ne le croyait auparavant. Par exemple, huit hommes doivent

35. *EDICESA News*, vol. 3, no. 9, novembre 1990. Pour avoir un compte-rendu détaillé de l'aide soviétique à l'Afrique, passée et présente, voir Sergei I. SHATALOV, «Soviet Assistance to Africa : The New Realities», in *CSIS Africa Notes*, no. 112, 22 mai 1990.

36. *West Africa*, 8 octobre 1990.

37. *Süddeutsche Zeitung*, 20/21 novembre 1990.

travailler toute une semaine pour détruire complètement un char soviétique T.55. Et cela coûte environ 25 000 dollars.

Les «dividendes de la paix», dont de nombreuses personnes ont cru qu'ils profiteraient au Tiers Monde, du fait du désarmement en Europe, ne se concrétiseront pas, du moins pas à moyen terme : «Transformer des sabres en socs de charrues» était un beau slogan, mais compte tenu des circonstances, il n'a pas grand-chose à voir avec la réalité du désarmement.

En fait, il se pourrait même que le désarmement conventionnel en Europe ait une incidence négative sur la paix et la sécurité dans le Tiers Monde. Le marché international des armes, qu'il soit légal ou clandestin, sera (et est déjà) envahi par des armes bon marché provenant du «désarmement»; il s'agit soit de celles qui «échappent» à la destruction à l'Est de l'Oural, soit de celles qui ne sont pas directement concernées par l'accord de désarmement et sa clause relative à la destruction, mais qui vont être disponibles à cause de la réduction des troupes. Cette tendance inflationniste va être accentuée par la politique commerciale agressive des fabricants d'armes dans les pays du Sud tels que le Brésil, l'Argentine, l'Afrique du Sud, Israël, l'Irak, le Pakistan, l'Inde et la Chine ainsi que dans ceux du Nord, qui font face actuellement à une réduction du marché dans les pays du Pacte de Varsovie et de l'OTAN. Il s'agit là d'une perspective réellement inquiétante, compte tenu de l'augmentation potentielle des conflits de nature ethnique et socio-économique dans de nombreux pays en développement.<sup>38</sup>

### C — L'explosion des coûts de la reconstruction européenne

Le dépérissement de l'aide dont nous faisons mention plus haut doit également être considéré parallèlement à l'explosion des coûts de la reconstruction des anciens pays socialistes de l'Est. La situation économique, écologique et sociale de ces pays est bien pire que ce que l'on croyait avant la suppression du Rideau de fer. À l'automne 1990, la période euphorique correspondant à l'effondrement de systèmes indésirables, oppresseurs et improductifs était terminée. Le désenchantement et un certain désespoir font aujourd'hui leur apparition, car le déclin économique a commencé et ne cessera que dans plusieurs années. Si les anciens systèmes ne fonctionnent plus du tout, les nouveaux systèmes orientés vers l'économie de marché ne sont pas encore opérationnels. En Union soviétique, en Bulgarie, en Roumanie et en Pologne, on n'exclut pas la possibilité de famines (et de graves pénuries d'énergie durant l'hiver). Les premiers convois de nourriture, de médicaments et autres formes d'aide à la Pologne et à l'Union soviétique ont quitté l'Allemagne de l'Ouest et les autres pays d'Europe occidentale. En Europe centrale, on s'inquiète du flot

38. Les dépenses militaires de l'Afrique ont augmenté et représentent aujourd'hui 250 milliards de dollars américains — plus que la dette totale du continent. *Southern African Economist*, août-septembre 1990, p. 10.

croissant d'immigrants en provenance de l'Est. «The Russians are coming» : tel était le titre d'un récent article de *The Economist*, qui ne faisait pas référence, cette fois-ci, au danger d'une invasion militaire venant de l'Est, mais aux millions de personnes susceptibles d'émigrer vers l'Ouest – les estimations vont de 2 à 20 millions.<sup>39</sup>

C'est pourquoi il est évident qu'au cours de la présente décennie, l'Europe occidentale, les États-Unis et même le Japon concentreront non seulement leur attention, mais également leurs ressources matérielles sur l'aide à l'Europe de l'Est et à l'Union soviétique. Il faudra investir des centaines de milliards de Deutsche marks et de dollars pour remettre sur pied les économies de ces pays. Le coût de la seule réunification allemande augmente actuellement en flèche ; les estimations font déjà état du chiffre de 100 milliards de marks par an pour les dix prochaines années. Une autre estimation parle de 1 000 à 2 000 milliards pour les dix à quinze prochaines années.<sup>40</sup>

Dans tous les pays d'Europe de l'Est, et encore plus en Union soviétique, l'ensemble des infrastructures, c'est-à-dire le réseau routier et les systèmes de communications, sont en mauvais état et technologiquement dépassées. Sur le plan écologique, de vastes parties de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique sont dans un état catastrophique. Là encore, il faudra investir des milliards de dollars pour rétablir l'équilibre. On redoute d'autres catastrophes du type de Tchernobyl ou des explosions de gazoducs ou d'oléoducs, qui pourraient avoir des effets dévastateurs pour les populations et pour l'écologie dans certaines de ces régions. À cet égard, les coûts de la réunification allemande mentionnés plus haut n'incluent pas ceux engendrés par le rétablissement de l'équilibre écologique dans l'ancienne RDA, évalué par un économiste à environ 500 milliards de Deutsche marks.<sup>41</sup> Au vu de ces chiffres, qui ne tiennent pas compte des coûts de la guerre du Golfe on peut comprendre pourquoi il n'y a aucune chance pour que les ressources matérielles allouées à l'Afrique augmentent. Il est plus probable qu'elles diminueront.

Bien entendu, les Africains peuvent prétendre que la situation que connaissent la plupart des États du continent est bien pire que celle de l'Europe de l'Est et que, de ce fait, ils sont moralement plus en droit d'attendre des fonds d'aide. Il convient néanmoins qu'ils aient conscience de la réalité suivante : le transfert massif de capitaux de l'Europe occidentale vers l'Europe de l'Est ne constitue pas simplement un investissement pour l'avenir économique de ces pays. Il s'agit également d'investir dans la paix et la sécurité en Europe, qui seront en danger si l'actuel déclin économique à l'Est et la montée d'un certain ethno-nationalisme persistaient. La perspective d'une Union soviétique marquée par l'instabilité fait naître de grandes inquiétudes, en particulier en Allemagne. Des

39. *The Economist*, 20 octobre 1990.

40. *Herald Tribune*, 21 septembre 1990.

41. *Süddeutsche Zeitung*, 18 septembre 1990.

conflits de nature ethnique et nationaliste risquent de conduire à une escalade de la violence (comme ce fut le cas en Yougoslavie et en Roumanie) qui remettrait sérieusement en question la capacité des Européens à gérer de tels conflits et préserver la paix. L'Europe connaît actuellement plus de quarante conflits violents potentiels reliés aux problèmes des minorités. Dans un tel contexte elle risque fort de ne faire uniquement référence à l'Afrique en évoquant des «conflits tribaux».

Toutes les données que nous avons présentées incitent à une seule conclusion possible : au cours des années à venir, il n'y aura aucune augmentation importante de l'aide extérieure au développement. Il convient plutôt de s'attendre à une diminution progressive, du moins en termes réels. L'aide alimentaire et humanitaire se fera plus rare à cause des famines, des pénuries en énergie et autres problèmes survenant en Europe de l'Est.

C'est là une réalité dure à assumer. Les Africains peuvent réagir en affichant un certain désespoir ou en optant pour un «nouveau réalisme», laissant de côté leurs illusions passées ou leurs rêves idéologiques pour faire, des changements spectaculaires de leur environnement international, un défi les poussant à résoudre leurs problèmes par eux-mêmes, en mobilisant avant tout leurs propres ressources et leur créativité. Il s'agit là d'un défi difficile à relever. Pourtant, un nombre de plus en plus important d'Africains sont désireux d'y parvenir. Le dernier Rapport annuel de la (Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe (SADCC)) en est un exemple parmi d'autres lorsqu'on y lit que «L'Afrique et les États membres de la SADCC n'ont pas d'autre choix que d'effectuer les changements qui les conduiront à une plus grande liberté politique et économique et leur permettront d'améliorer leur efficacité et leur productivité, leur façon de gouverner en régimes responsables, l'évolution de leurs ressources humaines et la maîtrise des sciences et techniques.»<sup>42</sup>

Pour sa part, l'Europe serait bien mal avisée de ne juger ses relations avec l'Afrique que dans le contexte d'intérêts économiques et stratégiques d'une moindre importance. Des relations constructives avec l'Afrique sont un élément important d'une identité éclairée, non raciste et de la culture politique des pays européens. En outre, ce qu'il est convenu d'appeler les «défis mondiaux» (pauvreté, écologie, migration des populations, trafic de drogue, croissance démographique, prolifération des maladies, etc.) affectera les pays d'Europe, qui devront s'intéresser tôt ou tard de très près

42. *Conférence sur la coordination du développement en Afrique australe, Rapport annuel 1989-90.*

à l'Afrique ; et le plus tôt sera le mieux. Ainsi l'Europe a tout intérêt à faire du «nouveau réalisme» un succès, quels que soient les pays d'Afrique où il viendrait à se manifester.

*[Traduit de l'anglais]*